

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1 septembre 2021.

Art. 10. Le ministre flamand ayant l'enseignement et la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,
B. WEYTS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/33015]

4 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016 portant exécution du décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée, article 20 ;

Vu le décret du 28 avril 2016 Prêt « Coup de Pouce », article 4, § 2, alinéa 1^{er}, remplacé par le décret du 17 décembre 2020, l'article 5, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, § 2, alinéas 1^{er} et 4, et §§ 3, 4 et 5, modifié par le décret du 17 décembre 2020, l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, et l'article 8/1, § 2, alinéa 2, inséré par le décret du 17 décembre 2020 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016 portant exécution du décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce ;

Vu le rapport du 23 juin 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 juin 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juillet 2020 ;

Vu l'avis du Conseil de la fiscalité et des finances de Wallonie, donné le 4 septembre 2020 ;

Vu l'avis 68.560/2 du Conseil d'État, donné le 19 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis de la Cellule d'informations financières, donné le 25 juin 2020 ;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 7 septembre 2020 ;

Considérant l'avis de l'Autorité de protection des données n° 97/2020, donné le 2 octobre 2020 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016 portant exécution du décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce, les points 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° le décret du 28 avril 2016 : le décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce ;

2° la SOWALFIN : la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, reprise à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0227.842.904 et dont le siège social est établi à 4000 Liège, Avenue Maurice Destenay, 13; ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. § 1^{er}. Le Prêt Coup de Pouce est établi au moyen du modèle repris à l'annexe 1^{re} complété par voie électronique à partir du site internet relatif au Prêt Coup de Pouce.

Si le prêteur et l'emprunteur prévoient un système de remboursement périodique du prêt, un tableau d'amortissement détaillant les montants à rembourser en capital et intérêts est joint au contrat. La SOWALFIN met à disposition des modèles de tableaux d'amortissement.

Le modèle visé à l'alinéa 1^{er} ne peut pas être modifié par les parties, aussi bien lors de la conclusion du contrat qu'en cours d'exécution de celui-ci.

§ 2. Le Prêt Coup de Pouce est établi en trois originaux revêtus de la signature manuscrite des deux parties, dont un est destiné à chaque partie et un est transmis à la SOWALFIN, ou alternativement d'une signature électronique assimilable à une signature manuscrite au sens des articles 1322 du Code civil, modifié par la loi du 20 octobre 2000, et 3.12 du règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

§ 3. Le prêteur adresse à la SOWALFIN une demande d'enregistrement du Prêt Coup de Pouce au moyen du modèle repris à l'annexe 2, complété et signé manuscritement ou électroniquement conformément au paragraphe 2, dans les trois mois suivants la date de remise des fonds :

1° soit, par courrier recommandé avec accusé de réception, la date de réception attestée faisant foi ;

2° soit, par courrier électronique à l'adresse suivante enregistrement@pretcoupdepouce.be, la date de l'accusé de réception automatiquement adressé par ladite adresse courriel faisant foi ;

3° soit, dans l'hypothèse où un tel moyen devait être mis en vigueur, par tout autre moyen prévu et mis à disposition par la SOWALFIN, tel que, à titre illustratif et non-exhaustif, une plateforme digitale accessible au prêteur, la date de l'accusé de réception automatiquement adressé par le moyen de communication concerné faisant foi.

En tout état de cause, l'envoi de la demande d'enregistrement ne peut être postérieur au 31 décembre 2022.

Le prêteur annexe à la demande d'enregistrement du Prêt Coup de Pouce :

1° un exemplaire original du contrat, complété et signé par les deux parties conformément au paragraphe 2, ainsi que, le cas échéant, le tableau d'amortissement conforme aux modèles fournis par la SOWALFIN;

2° une copie des deux extraits de compte bancaire relatifs respectivement au versement et à la réception de la somme prêtée et dont le montant est repris dans le contrat;

3° une attestation sur l'honneur, établie conformément au modèle repris à l'annexe 3, aux termes de laquelle le prêteur atteste du respect, à la date de la conclusion du prêt, de l'ensemble des conditions visées aux articles 3 et 4, § 1^{er}, du décret du 28 avril 2016 ainsi que par son arrêté d'exécution et par laquelle il s'engage à informer la SOWALFIN, conformément à l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 28 avril 2016, de toute situation visée par ces dernières dispositions;

4° un extrait de la Banque Carrefour des Entreprises attestant de l'existence de l'emprunteur et mentionnant sa raison sociale, son siège social, la date de sa constitution, son numéro d'entreprise, sa forme juridique, son ou ses lieux d'établissement en Région wallonne et la nature de ses activités;

5° si l'emprunteur est une personne morale, la copie du ou des documents publiés aux annexes au *Moniteur belge*, démontrant que le signataire du contrat est effectivement habilité, le cas échéant au travers de plusieurs structures successives, à engager celle-ci.

§ 4. La SOWALFIN vérifie si les conditions posées par le décret du 28 avril 2016 et l'arrêté sont bien remplies, sur base de la demande d'enregistrement, dans le mois suivant la réception de la demande d'enregistrement visé au paragraphe 3. ».

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. § 1^{er}. Les prêts dont la demande d'enregistrement est envoyée dans le délai visé à l'article 2, § 3, alinéa 1^{er}, et à laquelle sont jointes les annexes requises à l'article 2, § 3, alinéa 3, sont, sauf avis contraire de la SOWALFIN sur base de la vérification prévue à l'article 2, § 4, enregistrés par la SOWALFIN.

L'enregistrement consiste en l'attribution au Prêt Coup de Pouce d'une référence d'enregistrement, comportant un numéro d'identification séquentiel et individuel ainsi que la date de l'enregistrement.

§ 2. La SOWALFIN notifie la référence de l'enregistrement au prêteur dans les deux mois suivant la réception de la demande d'enregistrement visée à l'article 2, § 3.

La notification visée à l'alinéa 1^{er} est effectuée à l'adresse du prêteur, mentionnée dans la demande d'enregistrement, ou, en cas de changement d'adresse, à la nouvelle adresse que le prêteur a préalablement notifiée à la SOWALFIN selon l'une des modalités de communication prévues à l'article 2, § 3.

§ 3. Lorsque l'enregistrement n'est pas octroyé, la SOWALFIN en informe le prêteur, dans le délai et selon les modalités visées au paragraphe 2. ».

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Les parties au Prêt Coup de Pouce informent la SOWALFIN, selon l'une des modalités de communication prévues à l'article 2, § 3, de toute modification d'adresse postale, d'adresse de courriel, ou de coordonnées bancaires dans les trois mois de la modification. ».

Art. 5. Le titre du Chapitre III du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« CHAPITRE III. Remboursement anticipé et appel par anticipation du Prêt Coup de Pouce ».

Art. 6. Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. En cas de remboursement anticipé tel que prévu à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 28 avril 2016 ou lorsque le prêt est rendu callable par anticipation, en application de l'article 4, § 2, du décret du 28 avril 2016, le prêteur en informe la SOWALFIN, selon l'une des modalités de communication prévues à l'article 2, § 3, dans les trois mois respectivement du remboursement anticipé ou de la survenance de l'événement qui est à l'origine de l'appel par anticipation. Cette notification mentionne la référence de l'enregistrement du prêt, ainsi que l'événement de crédit susvisé ayant conduit à ladite notification.

Dans le mois suivant la réception de cette notification, la SOWALFIN résilie d'office l'enregistrement. » ;

2° il est complété par le paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Dans la semaine suivant la résiliation de l'enregistrement, la SOWALFIN en informe le prêteur en mentionnant la référence de l'enregistrement ainsi que l'événement ayant conduit à la résiliation selon le paragraphe 2.

L'information visée à l'alinéa 1^{er} est communiquée à l'adresse du prêteur, mentionnée dans la demande d'enregistrement, ou, en cas de changement d'adresse, à la nouvelle adresse que le prêteur a préalablement notifiée à la SOWALFIN conformément à l'article 4. ».

Art. 7. Dans le Chapitre III du même arrêté, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit : :

« Art. 5/1. La SOWALFIN informe l'administration compétente de l'établissement des impôts sur le revenu des résiliations visées à l'article 5. »

Art. 8. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Lorsqu'une des conditions visées aux articles 3 et 4, § 1^{er}, du décret du 28 avril 2016 n'est plus remplie, le prêteur le notifie à la SOWALFIN, selon l'une des modalités de communication prévues à l'article 2, § 3, dans les trois mois de la survenance de l'événement à l'origine du non-respect de la condition. Cette notification mentionne la référence d'enregistrement du prêt.

La SOWALFIN procède à la résiliation de l'enregistrement dans le mois de la réception de la notification et en informe le prêteur mentionnant la référence de l'enregistrement, dans la semaine suivant la résiliation.

L'information visée à l'alinéa 2 est communiquée à l'adresse du prêteur, mentionnée dans la demande d'enregistrement, ou, en cas de changement d'adresse, à la nouvelle adresse que le prêteur a préalablement notifiée à la SOWALFIN conformément à l'article 4. »

Art. 9. Dans le Chapitre IV du même arrêté, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit :

« Art. 6/1. La SOWALFIN informe l'administration compétente de l'établissement des impôts sur le revenu des résiliations visées à l'article 6. »

Art. 10. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. § 1^{er}. Pour chaque année au cours de laquelle il revendique le bénéfice du crédit d'impôt organisé à l'article 8 du décret du 28 avril 2016, le prêteur mentionne, dans les cases prévues à cet effet dans sa déclaration à l'impôt sur les revenus, le solde restant dû des montants prêtés à la date du 1^{er} janvier et du 31 décembre de la période imposable correspondante, en vertu d'un ou plusieurs Prêts Coup de Pouce enregistrés, ainsi que la date de remise du ou des fonds du ou des Prêts Coup de Pouce.

Par ailleurs, le prêteur tient à la disposition du Service Public Fédéral Finances, pour chaque année au cours de laquelle il revendique le bénéfice du crédit d'impôt :

1° la demande d'enregistrement et les annexes visées à l'article 2, § 3, ainsi que la notification visée à l'article 3, § 2 ;

2° les extraits de compte bancaire attestant du paiement au cours de la période imposable, par l'emprunteur au prêteur, des intérêts et, le cas échéant, du principal du prêt dû conformément au tableau d'amortissement annexé au contrat ou du montant remboursé anticipativement tel que prévu à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 28 avril 2016;

3° une attestation sur l'honneur, émise annuellement par l'emprunteur, établie conformément au modèle repris à l'annexe 4, aux termes de laquelle l'emprunteur atteste du versement des intérêts et, le cas échéant, du principal du prêt dû conformément au tableau d'amortissement annexé au contrat, et du montant des intérêts, tels que renseignés à l'extrait bancaire visé au 2°, ainsi que du respect, au cours de l'année concernée, de l'ensemble des conditions posées aux articles 3 et 4, § 1^{er}, du décret du 28 avril 2016 ainsi que par son arrêté d'exécution;

4° à partir de l'année au cours de laquelle le Prêt Coup de Pouce a été rendu callable par anticipation conformément à l'article 4, § 2, du décret du 28 avril 2016, la copie de l'envoi recommandé visé à l'article 5, § 1^{er}, à laquelle sont joints le récépissé d'envoi et l'accusé de réception.

Concernant le 2°, les extraits de compte bancaire ne sont pas requis si, au cours de l'année considérée, aucun intérêt ni principal n'a été effectivement versé au prêteur.

Concernant le 3°, l'attestation n'est pas requise si, au cours de l'année concernée, le prêt a été remboursé anticipativement conformément à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 28 avril 2016 ou rendu callable par anticipation ou que l'emprunteur ne dispose plus ni de son siège social, ni d'un siège d'exploitation sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. Pour l'application de l'article 8/1 du décret du 28 avril 2016, le prêteur, ses ayants droit ou ayants cause fournissent la preuve à l'aide des justificatifs visés à l'article 340 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Le prêteur tient la preuve du caractère définitif du non-remboursement de tout ou partie du montant en principal du prêt et, le cas échéant, la lettre de résiliation, visée à l'article 5, § 3, à la disposition du Service Public Fédéral Finances.

Les ayants droit ou ayants cause d'un prêteur décédé tiennent chacun la preuve du caractère définitif du non-remboursement de tout ou partie du montant en principal du prêt et, le cas échéant, la lettre de résiliation visée à l'article 5, § 3, à la disposition du Service Public Fédéral Finances, ainsi qu'une copie, soit de l'acte de partage, soit d'un acte d'hérédité du notaire chargé de la succession, soit une déclaration d'hérédité émise par le Service Public Fédéral Finances, soit d'une déclaration signée par tous les héritiers, certifiant l'identité des ayants cause et de la partie du prêt qu'ils obtiennent. »

Art. 11. L'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« Il en va de même pour ce qui concerne les documents attestant que les conditions d'octroi du crédit d'impôt visé à l'article 8/1 du décret du 28 avril 2016 sont remplies. »

Art. 12. Dans le Chapitre VI du même arrêté, il est inséré un article 9/1 rédigé comme suit :

« Art. 9/1. La SOWALFIN est le responsable du traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE, à l'égard des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'examen de la demande, de l'enregistrement ou de la résiliation d'un Prêt Coup de Pouce.

Les données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'examen de la demande, de l'enregistrement ou de la résiliation d'un Prêt Coup de Pouce sont conservées par la SOWALFIN pendant une période de dix ans après la fin de celui-ci. A l'issue de ce délai, la SOWALFIN veille à leur destruction. ».

Art. 13. Dans le même arrêté, l'annexe 1^{re} est remplacée par ce qui suit :

« **Annexe 1^{re}. Modèle obligatoire de convention Prêt Coup de Pouce**

Art. 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016

CONTRAT DE PRET " COUP DE POUCE "

(Décret du 28 avril 2016)

Le présent contrat constitue le modèle établi en vertu du décret wallon du 28 avril 2016, tel que modifié, et ses arrêtés d'exécution.

Aux fins de l'octroi de la mesure fiscale visée par ledit décret, les parties ne sont pas autorisées à y apporter de modifications, ni à employer un autre modèle.

ENTRE, D'UNE PART :

Le prêteur (1) :

.....

[pour un prêteur : nom, prénom, rue et numéro, code postal et commune, numéro du registre national, adresse e-mail]

ci-après dénommé " le prêteur "

ET, D'AUTRE PART :

L'emprunteur (2) :

.....

[pour un emprunteur qui est un indépendant : nom, prénom, rue et numéro, code postal et commune, numéro du registre national, adresse e-mail, l'adresse du siège d'exploitation en Région wallonne et le numéro d'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises]

[pour un emprunteur qui est une personne morale : nom de la personne morale, forme juridique et adresses du siège social et du siège d'exploitation en Région wallonne, adresse e-mail, numéro d'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises, suivi du nom, prénom, rue et numéro, code postal et commune, numéro du registre national et de la qualité des personnes représentant la personne morale lors de la conclusion du Prêt Coup de Pouce.] (3)

ci-après dénommé " l'emprunteur "

Désignées ensemble, " les Parties " et individuellement " la Partie ";

IL EST CONCLU UN CONTRAT DE PRET ASSORTI DES CONDITIONS SUIVANTES :

Article 1^{er}. Objet du contrat

Le prêteur accorde à l'emprunteur, qui accepte, un prêt, d'un montant en principal de euros (4) (..... €) (5) et ce conformément aux modalités définies au présent contrat, sans préjudice des conditions posées par le décret du 28 avril 2016, tel que modifié, et ses arrêtés d'exécution.

N.B. : Le montant du Prêt Coup de Pouce (6) ainsi que le montant cumulé de plusieurs Prêts Coup de pouce ne peuvent pas être supérieurs à 125.000 euros par prêteur.

Le montant du Prêt Coup de Pouce ainsi que le montant cumulé de plusieurs Prêts Coup de Pouce ne peuvent pas être supérieurs à 250.000 euros par emprunteur.

Art. 2. Destination du prêt

Le présent prêt est destiné à

N.B. : L'article 6 du décret du 28 avril 2016 impose que l'emprunteur affecte les fonds prêtés dans le cadre du Prêt Coup de Pouce exclusivement à la réalisation de l'activité de son entreprise, à l'exclusion de toute affectation à des fins privées.

L'emprunteur n'apporte pas ni ne prête les fonds empruntés à une personne morale, existante ou à constituer, dotée ou non d'un capital, dont lui-même, son conjoint ou son cohabitant légal est, directement ou indirectement par le biais d'une autre personne morale qu'il contrôle au sens de l'article 1:14 du Code des Sociétés et des Associations, fondateur, membre, associé ou actionnaire, ni n'est nommé ou n'agit en tant que membre de l'organe chargé de l'administration ou de la gestion journalière, liquidateur, ou en tant que détenteur d'un mandat similaire, ni n'intervient en tant que représentant permanent d'une autre personne morale, étant nommée ou agissant elle-même en tant que membre de l'organe chargé de l'administration ou de la gestion journalière de liquidateur ou une fonction analogue.

Cette exclusion n'est pas applicable à l'emprunteur indépendant lorsque l'apport ou le prêt intervient à l'occasion du transfert de son activité principale en faveur d'une société existante ou à constituer dont l'emprunteur, seul ou conjointement avec son conjoint ou cohabitant légal ou leurs enfants détient le contrôle au sens de l'article 1:14, § 2, 1^o, du Code des Sociétés et des Associations.

L'emprunteur n'utilise pas les fonds empruntés pour une distribution de dividendes, ni pour consentir des prêts.

Art. 3. Libération des fonds prêtés

Le prêteur affirme avoir versé à l'emprunteur, qui le reconnaît, le montant prêté en principal. A cet égard, copies des extraits de compte de versement et de réception des fonds sont jointes à la demande d'enregistrement.

Le défaut de ces pièces probantes prive le prêteur du bénéfice de la mesure fiscale organisée par le décret du 28 avril 2016.

Art. 4. Entrée en vigueur et durée

La date de conclusion du présent prêt est celle du versement par le prêteur à l'emprunteur du montant prêté en principal, telle qu'elle ressort de l'extrait de compte bancaire de versement des fonds.

La durée du prêt est fixée à 4 (quatre) ans/6 (six) ans/8 (huit) ans/10 (dix) ans à compter de la date de sa conclusion.

Art. 5. Intérêts

Le présent prêt est productif d'un intérêt fixe de pour cent (...%)

N.B. Le taux convenu ne peut pas être supérieur au taux légal en vigueur à la date de conclusion du prêt, ni inférieur à la moitié de ce taux légal.

L'emprunteur a l'obligation légale de déduire du montant des intérêts versés au prêteur le précompte mobilier dû sur ceux-ci afin de verser cette somme directement au –Service Public Fédéral Finances.

Les intérêts seront versés par l'emprunteur au prêteur, au moyen d'un virement bancaire, aux échéances prévues conformément au tableau d'amortissement annexé au contrat ou, en cas de remboursement en une seule fois à l'échéance du prêt, annuellement à la date anniversaire de la conclusion du prêt.

Art. 6. Remboursement du prêt

L'emprunteur s'engage à rembourser le montant prêté en principal, [en une fois, à la date de son échéance, telle que stipulée à l'article 4] OU [suivant les conditions du tableau de remboursement, signé par les deux parties, joint au présent contrat].(7)

Optionnel : Les parties conviennent que le contrat de crédit peut anticipativement être remboursé par un versement unique et total du solde restant dû en principal et intérêts (8).

En cas de remboursement anticipé tel que prévu à l'article 4, § 1^{er}, du décret du 28 avril 2016, tel que modifié, ou lorsque, dans les hypothèses reprises à l'article 4, § 2, du décret du 28 avril 2016, tel que modifié, le prêteur choisit de rendre le prêt callable par anticipation, il en informe l'emprunteur par lettre recommandée à la Poste avec accusé de réception. Le prêteur en informe ensuite la SOWALFIN, dans les trois mois respectivement du remboursement anticipé ou de la survenance de l'événement qui est à l'origine de la dénonciation du prêt :

- soit par courrier recommandé avec accusé de réception, la date de réception attestée faisant foi,

- soit par courrier électronique à l'adresse suivante enregistrement@pretcoupdepouce.be, la date de l'accusé de réception automatiquement adressé par l'adresse susvisée faisant foi,

- soit, dans l'hypothèse où un tel moyen devait être mis en vigueur, par tout autre moyen prévu et mis à disposition par la SOWALFIN, tel que, à titre illustratif et sans limitation, une plateforme digitale accessible au prêteur, la date de l'accusé de réception automatiquement adressé par le moyen de communication concerné faisant foi.

Art. 7. Versements

Tout versement devant être effectué au profit du prêteur en vertu du présent contrat sera réalisé sur le compte bancaire ouvert par celui-ci sous le numéro IBAN, auprès de la banque

Tout versement devant être effectué au profit de l'emprunteur en vertu du présent contrat sera réalisé sur le compte bancaire ouvert par celui-ci sous le numéro IBAN auprès de la banque

Art. 8. Subordination

Le présent prêt est subordonné tant aux dettes dont l'emprunteur est déjà redevable au moment de sa conclusion qu'à ses dettes futures (9).

Art. 9. Déclarations communes - Engagement particulier de l'emprunteur

Les Parties déclarent que les énonciations du présent contrat sont sincères, véritables et complètes.

Le prêteur et l'emprunteur déclarent, chacun en ce qui le concerne, qu'ils ont connaissance, de l'ensemble des conditions posées par le décret du 28 avril 2016, tel que modifié, et ses arrêtés d'exécution, qu'ils les remplissent, et qu'ils continueront à les remplir durant toute la durée du présent prêt.

Dans ce contexte, l'emprunteur s'engage à adresser une attestation au prêteur, au plus tard le 31 janvier de chaque année, confirmant qu'il remplissait, au cours de l'année précédente, l'ensemble des conditions dont question ci-dessus. Ladite attestation émise par l'emprunteur doit également mentionner le montant des intérêts versés par l'emprunteur au prêteur pendant l'année écoulée et, le cas échéant, du principal du prêt dû conformément au tableau d'amortissement.

Art. 10. Compensation

Les Parties renoncent à se prévaloir du bénéfice d'une quelconque compensation en ce qui concerne la relation juridique née du présent prêt.

Art. 11. Exhaustivité

Le présent contrat constitue la totalité des accords conclus entre les Parties, relatifs à l'objet des présentes. Il remplace et annule tout autre accord antérieur, verbal ou écrit, qui serait intervenu entre Parties sur le même objet.

Art. 12. Incessibilité

Sans préjudice des hypothèses réservées par le décret du 28 avril 2016 tel que modifié, et ses arrêtés d'exécution, ni le présent contrat de prêt, ni les droits et obligations qui y sont attachés, ne peuvent être cédés, entièrement ou partiellement, à des tiers.

Art. 13. Capacité des Parties

Les Parties déclarent et garantissent qu'elles sont capables et habilitées à conclure le présent contrat et à exécuter l'ensemble des obligations qui en découlent.

Art. 14. Notifications

Pour les besoins de la présente convention, chaque Partie fait élection de domicile à son siège social statutaire ou à son domicile légal tel que renseigné en tête des présentes.

Art. 15. Juridictions compétentes

L'ensemble des litiges relatifs à l'interprétation, l'exécution et la validité du présent contrat seront soumis à la compétence des juridictions de l'arrondissement du domicile de l'emprunteur.

Art. 16. Droit applicable

Le présent contrat de prêt est soumis au droit belge.

Fait à le [en trois exemplaires originaux, dont un est destiné à chaque Partie et un devant être transmis dans le cadre de la demande d'enregistrement du Prêt Coup de Pouce à l'instance désignée par arrêté du Gouvernement wallon.]

Signatures :

Pour le prêteur

Pour l'emprunteur

Note

(1) Au sens des articles 2 et 3 du décret du 28 avril 2016, tel que modifié.

(2) Au sens des articles 2 et 3 du décret du 28 avril 2016, tel que modifié.

(3) Une copie de l'extrait de l'inscription à la BCE doit être, sous peine de perte de la mesure fiscale concédée par le décret du 28 avril 2016, annexée à la demande d'enregistrement du prêt.

(4) Montant du prêt en toutes lettres.

(5) Montant du prêt en chiffres.

(6) Au sens du décret du 28 avril 2016, tel que modifié.

(7) Le choix doit être opéré en biffant les mentions inutiles.

(8) Le choix doit être opéré en biffant les mentions inutiles.

(9) Ainsi, en cas de concours entre les créanciers de l'emprunteur avant la fin de la durée du prêt, la créance du prêteur ne sera honorée qu'après paiement de celle des autres créanciers. Il ne sera traité sur un pied d'égalité qu'avec les autres créanciers subordonnés, s'il en existe, et notamment sans y être limité, avec tous les autres créanciers qui ont conclu un Prêt Coup de Pouce, que leur prêt soit né avant ou après la conclusion du présent prêt. Le caractère subordonné ne concerne que le montant en principal et non les intérêts. ».

Art. 14. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est remplacée par ce qui suit :

« **Annexe 2. Demande d'enregistrement**

Art. 2, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016

- SOWALFIN SA

- Avenue Maurice Destenay, 13

- B - 4000 LIEGE

- Belgique

Madame, Monsieur,

Objet : Prêt Coup de Pouce (Décret du 28 avril 2016) - Demande d'enregistrement

Veillez trouver ci-joint, dûment complétée et signée, la demande d'enregistrement de Prêt Coup de Pouce établie en vertu de l'article 5, § 2, du décret du 28 avril 2016, tel que modifié, et de ses arrêtés d'exécution, accompagnée des annexes suivantes :

- un exemplaire original du contrat de prêt établi selon le modèle prescrit par arrêté du Gouvernement wallon, complété et revêtu de la signature manuscrite des deux parties ou, alternativement, d'une signature électronique assimilable à une signature manuscrite en vertu de l'article 1322 du Code Civil et 3.12 du règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE;

- une copie des deux extraits de compte bancaire relatifs respectivement au versement et à la réception de la somme prêtée et dont le montant est repris dans le contrat de prêt;

- une attestation sur l'honneur établie par le prêteur, selon le modèle prescrit par arrêté du Gouvernement wallon confirmant le respect, à la date de conclusion du prêt, de l'ensemble des conditions visées aux articles 3 et 4, § 1^{er}, du décret du 28 avril 2016, tel que modifié, ainsi que par ses arrêtés d'exécution, et par laquelle il s'engage à informer la SOWALFIN, conformément à l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 28 avril 2016, de toute situation visée par ces dernières dispositions;

- un extrait de la Banque Carrefour des Entreprises attestant de l'existence de l'emprunteur et mentionnant sa raison sociale, son siège social, la date de sa constitution, son numéro d'entreprise, sa forme juridique, son ou ses lieux d'établissement en Région wallonne et la nature de ses activités;

- lorsque l'emprunteur est une personne morale, la copie du ou des documents publiés aux Annexes du *Moniteur belge*, démontrant que le signataire du contrat est effectivement habilité, le cas échéant au travers de plusieurs structures successives, à engager celle-ci.

Toute correspondance afférente à la présente demande est considérée par les parties au contrat comme valablement effectuée aux adresses suivantes.

Pour l'emprunteur :

- adresse postale :

(prénom, nom, rue, n°, code postal, localité)

- adresse électronique valide :

Pour le prêteur :

- adresse postale :

(prénom, nom, rue, n°, code postal, localité)

- adresse électronique valide :

Je vous souhaite bonne réception de la présente.

Fait à , le

Prénom, Nom, Adresse domicile légal, N° national du prêteur,
Signature du prêteur ».

Art. 15. Dans le même arrêté, l'annexe 3 est remplacée par ce qui suit :

« **Annexe 3. Attestation sur l'honneur du prêteur**

Art. 2, § 3, alinéa 3, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016

Je soussigné, (nom, prénom), repris au Registre national sous le numéro, domicilié à

Certifie sur l'honneur que je respecte, à la date de la conclusion du contrat de prêt consenti à

.....

..... (nom, prénom,

domicile et numéro de Registre national en cas de personne physique; dénomination sociale, siège social et numéro de B.C.E. en cas de personne morale), et auquel la présente attestation est annexée, l'ensemble des conditions posées aux articles 3 et 4, § 1^{er}, du décret du 28 avril 2016, tel que modifié, ainsi que par ses arrêtés d'exécution.

Je m'engage à informer la SOWALFIN, conformément à l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 28 avril 2016, tel que modifié, de toute situation visée par ces dernières dispositions.

Fait en date du à

Le prêteur

Madame/Monsieur

(signature) ».

Art. 16. Dans le même arrêté, l'annexe 4 est remplacée par ce qui suit :

« **Annexe 4. Attestation sur l'honneur annuelle de l'emprunteur**

Art. 7, alinéa 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016

Je soussigné,

.

.

.

. (nom, prénom, domicile et numéro de Registre national en cas de personne physique; dénomination sociale, siège social, numéro de B.C.E. et identité de la personne représentant valablement l'emprunteur en cas de personne morale).

Certifie sur l'honneur :

- avoir conclu un contrat de prêt en qualité d'emprunteur avec (nom, prénom, et numéro de Registre national), prêteur, le (date de remise des fonds), ce prêt ayant été enregistré sous le numéro.....;

- avoir effectivement payé les intérêts, d'un montant de euros et le principal d'un montant de.....euros, durant l'année

- avoir respecté, au cours de la même année, l'ensemble des conditions posées aux articles 3 et 4, § 1^{er}, du décret du 28 avril 2016, tel que modifié, et de ses arrêtés d'exécution;

Fait en date du à

L'emprunteur

Madame/Monsieur

(signature) ».

Art. 17. Le présent produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Art. 18. Les dispositions du présent arrêté modificatif ne s'appliquent pas aux prêts dont la date de conclusion est antérieure à la date d'entrée en vigueur dudit arrêté modificatif, qui demeurent régis sous l'empire des dispositions anciennes de l'arrêté.

Art. 19. Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 février 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/33015]

4. FEBRUAR 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016 zur Ausführung des Dekrets vom 28. April 2016 "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 28. April 2016 "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen), Artikel 4 § 2 Absatz 1, ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, Artikel 5 § 1 Abs. 1 und 2, § 2 Abs. 1 und 4, und §§ 3, 4 und 5, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, Artikel 7 § 1 Abs. 2, und § 2, und Artikel 8/1 § 2 Abs. 2, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2020;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016 zur Ausführung des Dekrets vom 28. April 2016 "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen);

Aufgrund des Berichts vom 23. Juni 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 26. Juni 2020 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Juli 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 4. September 2020 abgegebenen Stellungnahme des Rates für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie;

Aufgrund des am 19. Januar 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 68.560/2 des Staatsrats;

In Erwägung der am 25. Juni 2020 abgegebenen Stellungnahme der Stelle für Finanzinformationen;

In Erwägung der am 7. September 2020 abgegebenen Stellungnahme des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;

In Erwägung der am 2. Oktober 2020 abgegebenen Stellungnahme Nr. 97/2020 der Datenschutzbehörde;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016 zur Ausführung des Dekrets vom 28. April 2016 "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen) werden die Ziffern 1 und 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

1° Dekret vom 28. April 2016: das Dekret vom 28. April 2016 "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen);

2° SOWALFIN: die "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der kleinen und mittleren Unternehmen), bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen unter der Nummer 0227.842.904 eingetragen und mit Gesellschaftssitz in 4000 Lüttich, Avenue Maurice Destenay 13;".

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 2 - § 1. Das "Coup de pouce"-Darlehen wird anhand des in Anhang 1 festgelegten Musters, das auf elektronischem Weg ab der Internetseite über das "Coup de pouce"-Darlehen ausgefüllt wird, abgeschlossen.

Wenn Darlehensgeber und Darlehensnehmer eine periodische Rückzahlung des Darlehens vereinbaren, wird dem Vertrag ein Tilgungsplan beigefügt, in dem die für Kapital und Zinsen zurückzuzahlenden Beträge aufgeführt sind. Die SOWALFIN stellt Muster von Tilgungsplänen zur Verfügung.

Das in Absatz 1 genannte Muster darf von den Parteien weder bei Vertragsabschluss noch während der Vertragserfüllung geändert werden.

§ 2. Das "Coup de pouce"-Darlehen wird in drei Originalausfertigungen mit der handschriftlichen Unterschrift der beiden Parteien erstellt, von denen eine für jede Partei bestimmt ist und eine der SOWALFIN übermittelt wird. Alternativ kann auch eine elektronische Unterschrift gelten, wenn sie mit einer handschriftlichen Unterschrift gleichgestellt werden kann, im Sinne des durch das Gesetz vom 20. Oktober 2000 abgeänderten Artikels 1322 des Zivilgesetzbuches und des Artikels 3.12 der Verordnung (EU) Nr. 910/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Juli 2014 über elektronische Identifizierung und Vertrauensdienste für elektronische Transaktionen im Binnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 1999/93/EG.

§ 3. Innerhalb von drei Monaten nach dem Datum der Zurverfügungstellung der Gelder übermittelt der Darlehensgeber der SOWALFIN einen Antrag auf Registrierung des "Coup de pouce"-Darlehens anhand des in Anhang 2 festgelegten, ausgefüllten und gemäß Paragraf 2 handschriftlich oder elektronisch unterzeichneten Musters :

1° entweder per Einschreiben mit Rückschein, wobei das bescheinigte Empfangsdatum als Beweis gilt;

2° oder per E-Mail an enregistrement@pretcoupdepouce.be, wobei das Datum der automatischen Empfangsbestätigung, die von der genannten E-Mail-Adresse gesendet wird, als Beweis gilt;

3° oder, falls ein solches Mittel eingeführt würde, durch jedes andere von der SOWALFIN vorgesehene und zur Verfügung gestellte Mittel, wie z.B., als rein indikative und nicht erschöpfende Möglichkeit, eine dem Darlehensgeber zugängliche digitale Plattform, wobei das Datum der von dem betreffenden Kommunikationsmittel automatisch übermittelten Empfangsbestätigung als Beweis gilt.

In jedem Fall darf der Antrag auf Registrierung nicht nach dem 31. Dezember 2022 eingereicht werden.

Der Darlehensgeber fügt dem Antrag auf Registrierung des "Coup de pouce"-Darlehens Folgendes bei:

1° eine von den beiden Parteien ausgefüllte und gemäß § 2 unterschriebene Originalausfertigung des Vertrags, sowie gegebenenfalls den Tilgungsplan nach den von der SOWALFIN bereitgestellten Mustern;

2° eine Kopie der beiden Bankauszüge bezüglich der Überweisung bzw. des Eingangs der geliehenen Summe, deren Betrag in dem Vertrag angegeben wird;

3° eine gemäß dem in dem Anhang 3 festgelegten Muster ausgefertigte Ehrenworterklärung, nach welcher der Darlehensgeber die Einhaltung am Datum des Darlehensabschlusses der gesamten in den Artikeln 3 und 4 § 1 des Dekrets vom 28. April 2016 sowie in seinem Ausführungserlass erwähnten Bedingungen bescheinigt, und durch welche er sich verpflichtet, die SOWALFIN gemäß Artikel 5 §§ 3 und 4 des Dekrets vom 28. April 2016 über jeden Zustand in Zusammenhang mit diesen Bestimmungen zu informieren;

4° eine Bescheinigung der Zentralen Datenbank der Unternehmen zur Bestätigung der Tatsache, dass der Darlehensnehmer tatsächlich existiert, unter Angabe seines Gesellschaftsnamens, Gesellschaftssitzes, des Datums seiner Gründung, seiner Unternehmensnummer, seiner Rechtsform, seines bzw. seiner Niederlassungsort(e) in der Wallonischen Region und der Art seiner Tätigkeiten;

5° wenn der Darlehensnehmer eine juristische Person ist, eine Kopie der in den Anhängen des Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Unterlage(n), zum Nachweis dessen, dass der Unterzeichner des Vertrags ggf. mittels mehrerer aufeinanderfolgender Strukturen tatsächlich befugt ist, diese zu verpflichten.

§ 4. Die SOWALFIN prüft innerhalb des Monats nach dem Eingang des Registrierungsantrags im Sinne von § 3 und auf der Grundlage dieses Registrierungsantrags, ob die Auflagen des Dekrets vom 28. April 2016 und des Erlasses erfüllt sind.“.

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 3 - § 1. Die Darlehen, deren Antrag auf Registrierung innerhalb der in Artikel 2 § 3 Absatz 1 genannten Frist samt den gemäß Artikel 2 § 3 Absatz 3 erforderlichen Anhängen geschickt wird, werden, außer bei anderslautender Stellungnahme der SOWALFIN aufgrund der in Artikel 2 § 4 vorgesehenen Prüfung, von der SOWALFIN registriert.

Die Registrierung besteht darin, dass dem “Coup de pouce“-Darlehen eine Registrierungsreferenz mit einer sequenziellen und individuellen Erkennungsnummer sowie mit dem Registrierungsdatum zugeteilt wird.

§ 2. Die SOWALFIN teilt dem Darlehensgeber die Registrierungsreferenz binnen zwei Monaten nach Eingang des Registrierungsantrags nach Artikel 2 § 3 mit.

Die in Absatz 1 genannte Mitteilung erfolgt an die Postanschrift des Darlehensgebers, die in dem Antrag auf Registrierung angegeben ist, oder bei Änderung der Anschrift, an die neue Anschrift, die der Darlehensgeber zuvor der SOWALFIN nach einer der Kommunikationsformen nach Artikel 2 § 3 mitgeteilt hat.

§ 3. Wenn die Registrierung nicht erteilt wird, informiert die SOWALFIN den Darlehensgeber innerhalb der Frist und gemäß den Modalitäten nach Paragraph 2 darüber.“.

Art. 4 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 4 - Die Vertragsparteien des “Coup de pouce“-Darlehens informieren die SOWALFIN nach einer der in Artikel 2 § 3 genannten Kommunikationsformen über jede Änderung der Post- oder Mailanschrift oder der Bankangaben innerhalb von drei Monaten nach dieser Änderung“.

Art. 5 - Die Überschrift von Kapitel III desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“KAPITEL III - Vorzeitige Rückzahlung und vorzeitiger Abruf des “Coup de pouce“-Darlehens“.

Art. 6 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 2. Im Falle einer vorzeitigen Rückzahlung nach Artikel 4 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 28. April 2016 oder wenn das Darlehen in Anwendung von Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 28. April 2016 vorzeitig abrufbar gemacht wird, benachrichtigt der Darlehensgeber die SOWALFIN nach einer der in Artikel 2 § 3 genannten Kommunikationsformen innerhalb von drei Monaten nach der vorzeitigen Rückzahlung bzw. nach dem Eintreten des Ereignisses, das das Darlehen vorzeitig abrufbar gemacht hat. In dieser Mitteilung werden die Registrierungsreferenz des Darlehens sowie das oben erwähnte Kreditereignis, das zur genannten Mitteilung geführt hat, angegeben.

Innerhalb des Monats nach dem Eingang dieser Mitteilung kündigt die SOWALFIN die Registrierung von Amts wegen.“;

2° der Artikel wird um einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 3. Innerhalb der Woche nach der Kündigung der Registrierung informiert die SOWALFIN den Darlehensgeber darüber, wobei sie die Referenz dieser Registrierung sowie das Ereignis, das nach Paragraph 2 zur Kündigung geführt hat, angibt.

Die in Absatz 1 genannte Information wird an die Postanschrift des Darlehensgebers mitgeteilt, die in dem Antrag auf Registrierung angegeben ist, oder bei Änderung der Anschrift, an die neue Anschrift, die der Darlehensgeber zuvor der SOWALFIN nach Artikel 4 mitgeteilt hat.“.

Art. 7 - In Kapitel III desselben Erlasses wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 5/1 - Die SOWALFIN informiert die zuständige Einkommensteuerbehörde über die in Artikel 5 genannten Kündigungen.“

Art. 8 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 6 - Wenn er eine der in den Artikeln 3 und 4 § 1 des Dekrets vom 28. April 2016 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt ist, benachrichtigt der Darlehensgeber die SOWALFIN nach einer der in Artikel 2 § 3 genannten Kommunikationsformen innerhalb von drei Monaten nach dem Eintreten des Ereignisses, auf das die Nichteinhaltung der Bedingungen zurückzuführen ist. In dieser Mitteilung wird die Referenz der Registrierung des Darlehens angegeben.

Die SOWALFIN kündigt die Registrierung innerhalb des Monats nach Eingang der Mitteilung und informiert den Darlehensgeber innerhalb einer Woche nach der Kündigung darüber, indem sie die Referenz der Registrierung angibt.

Die in Absatz 2 genannte Information wird an die Postanschrift des Darlehensgebers mitgeteilt, die in dem Antrag auf Registrierung angegeben ist, oder bei Änderung der Anschrift, an die neue Anschrift, die der Darlehensgeber zuvor der SOWALFIN nach Artikel 4 mitgeteilt hat.“.

Art. 9 - In Kapitel IV desselben Erlasses wird ein Artikel 6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 6/1 - Die SOWALFIN informiert die zuständige Einkommensteuerbehörde über die in Artikel 6 genannten Kündigungen.“

Art. 10 - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 7 - § 1. Für jedes Jahr, im Laufe dessen er seinen Anspruch auf die Steuergutschrift nach Artikel 8 des Dekrets vom 28. April 2016 geltend machen will, gibt der Darlehensgeber in den zu diesem Zweck vorgesehenen Feldern seiner Einkommensteuererklärung die Restschuld am 1. Januar und 31. Dezember des entsprechenden Besteuerungszeitraums der aufgrund eines oder mehrerer registrierten “Coup de pouce“-Darlehen ausgeliehenen Beträge an, sowie das Datum der Zurverfügungstellung der Gelder des bzw. der “Coup de pouce“-Darlehen.

Außerdem hält der Darlehensgeber die folgenden Unterlagen zur Verfügung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen für jedes Jahr, im Laufe dessen er den Anspruch auf die Steuergutschrift geltend macht:

1° den Registrierungsantrag und die Anhänge im Sinne von Artikel 2 § 3, sowie die in Artikel 3 § 2 erwähnte Mitteilung;

2° die Bankauszüge zur Bescheinigung, dass der Darlehensnehmer dem Darlehensgeber im Laufe des Besteuerungszeitraums die Zinsen und gegebenenfalls die Hauptsumme des Darlehens gemäß dem Tilgungsplan, der dem Vertrag beigefügt ist, oder den vorzeitig erstatteten Betrag nach Artikel 4 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 28. April 2016 gezahlt hat;

3° eine Ehrenworterklärung, die gemäß dem in Anhang 4 angegebenen Muster jährlich vom Darlehensnehmer erstellt wird, zur Bescheinigung, dass Letzterer die Zahlung der Zinsen und gegebenenfalls der Hauptsumme des Darlehens gemäß dem Tilgungsplan, der dem Vertrag beigefügt ist, vorgenommen hat, und zur Bescheinigung des Betrags der Zinsen gemäß dem in Ziffer 2 erwähnten Bankauszug, sowie der Einhaltung im Laufe des betroffenen Jahres der gesamten Bedingungen nach den Artikeln 3 und 4 § 1 des Dekrets vom 28. April 2016 und seines Ausführungserlasses;

4° ab dem Jahr, im Laufe dessen das "Coup de pouce"-Darlehen gemäß Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 28. April 2016 vorzeitig abrufbar gemacht worden ist, die Kopie des in Artikel 5 § 1 genannten Einschreibebriefs, dem die Versandbescheinigung und die Empfangsbestätigung beigefügt werden.

Was Ziffer 2 betrifft, sind die Bankauszüge nicht erforderlich, wenn im Laufe des betroffenen Jahres dem Darlehensgeber tatsächlich keine Zinsen noch keine Hauptsumme gezahlt wurden.

Was Ziffer 3 betrifft, ist die Bescheinigung nicht erforderlich, wenn das Darlehen im Laufe des betroffenen Jahres gemäß Artikel 4 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 28. April 2016 vorzeitig erstattet oder vorzeitig abrufbar gemacht wurde oder wenn der Darlehensnehmer nicht mehr über seinen Gesellschaftssitz noch über einen Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region verfügt.

§ 2. Zur Anwendung von Artikel 8/1 des Dekrets vom 28. April 2016 erbringen der Darlehensgeber, seine Rechtsnachfolger oder Anspruchsberechtigten den Beweis anhand der in Artikel 340 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 genannten Belege.

Der Darlehensgeber hält den Nachweis über die Endgültigkeit der Nichtrückzahlung der gesamten oder eines Teils der Hauptsumme des Darlehens und gegebenenfalls das in Artikel 5 § 3 genannte Kündigungsschreiben zur Verfügung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen.

Die Rechtsnachfolger oder Anspruchsberechtigten eines verstorbenen Darlehensgebers halten jeweils einen Nachweis über die Endgültigkeit der Nichtrückzahlung der gesamten oder eines Teils der Hauptsumme des Darlehens und gegebenenfalls das in Artikel 5 § 3 genannte Kündigungsschreiben zur Verfügung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen, zusammen mit einer Kopie entweder der Teilungsurkunde oder einer Erburkunde des mit der Erbschaft beauftragten Notars oder einer vom Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen ausgestellten Erbschaftserklärung, oder einer von allen Erben unterzeichneten Erklärung, die die Identität der Anspruchsberechtigten und den Teil des Darlehens, den sie erhalten, bestätigt."

Art. 11 - Artikel 8 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses wird um folgenden Satz ergänzt:

"Dies gilt ebenfalls für die Dokumente, die bescheinigen, dass die Bedingungen für die Gewährung der Steuergutschrift nach Artikel 8/1 des Dekrets vom 28. April 2016 erfüllt sind."

Art. 12 - In das Kapitel VI desselben Erlasses wird ein Artikel 9/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 9/1 - Die SOWALFIN ist hinsichtlich der personenbezogenen Daten, die im Rahmen der Untersuchung des Antrags, der Registrierung oder der Kündigung eines "Coup de Pouce"-Darlehens verarbeitet werden, die für die Datenverarbeitung verantwortliche Instanz im Sinne der Verordnung 2016/679/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

Die im Rahmen der Untersuchung des Antrags, der Registrierung oder der Kündigung eines "Coup de Pouce"-Darlehens verarbeiteten personenbezogenen Daten werden von der SOWALFIN während eines Zeitraums von zehn Jahren nach dieser Verarbeitung aufbewahrt. Nach dem Ablauf dieser Frist sorgt die SOWALFIN für deren Vernichtung."

Art. 13 - In demselben Erlass wird der Anhang 1 durch Folgendes ersetzt:

"Anhang 1 - Obligatorisches Muster für die Vereinbarung zu einem "Coup de Pouce"-Darlehen

Art. 2 § 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016

DARLEHENSVERTRAG "COUP DE POUCE"

(Dekret vom 28 April 2016)

Der vorliegende Vertrag bildet das Muster gemäß dem Wallonischen Dekret vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung und seinen Ausführungserlassen.

Zur Gewährung der durch das besagte Dekret betroffenen Steuermaßnahme ist es den Parteien nicht erlaubt, es abzuändern oder ein anderes Muster zu verwenden.

ZWISCHEN EINERSEITS:

Dem Darlehensgeber (1):

.....

[für einen Darlehensgeber: Name, Vorname, Straße und Nummer, Postleitzahl und Gemeinde, Nationalregisternummer, E-Mail-Adresse]

im weiteren Verlauf "der Darlehensgeber" genannt,

UND ANDERSEITS:

Dem Darlehensnehmer (2):

.....

[für einen Darlehensnehmer, der ein Selbständiger ist: Name, Vorname, Straße und Nummer, Postleitzahl und Gemeinde, Nationalregisternummer, E-Mail-Adresse, Adresse des Betriebssitzes in der wallonischen Region und Registrierungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen]

[für einen Darlehensnehmer, der eine juristische Person ist: Name der juristischen Person, Rechtsform und Anschriften des Gesellschaftssitzes und des Betriebssitzes in der wallonischen Region, E-Mail-Adresse, Registrierungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, und anschließend Name, Vorname, Straße und Nummer, Postleitzahl und Gemeinde, Nationalregisternummer und Eigenschaft der Personen, die die juristische Person bei dem Abschluss des "Coup de pouce"-Darlehen vertreten.] (3)

im weiteren Verlauf "der Darlehensnehmer" genannt,

Zusammen "die Parteien" und einzeln "die Partei" genannt;

WIRD EIN DARLEHENSVERTRAG UNTER DEN FOLGENDEN BEDINGUNGEN ABGESCHLOSSEN:

Artikel 1 - Gegenstand des Vertrags

Der Darlehensgeber gewährt dem Darlehensnehmer, der es annimmt, gemäß den in dem vorliegenden Vertrag festgelegten Modalitäten, unbeschadet der durch das Dekret vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung und seinen Ausführungserlassen auferlegten Bedingungen, ein Darlehen mit einem Kapitalbetrag von Euro (4) (..... €) (5).

NB: Der Betrag des "Coup de pouce"-Darlehens (6) sowie der kumulierte Betrag mehrerer "Coup de pouce"-Darlehen dürfen 125.000 EUR je Darlehensgeber nicht übersteigen.

Der Betrag des "Coup de pouce"-Darlehens sowie der kumulierte Betrag mehrerer "Coup de pouce"-Darlehen dürfen 250.000 EUR je Darlehensnehmer nicht übersteigen.

Art. 2 - Zweckbestimmung des Darlehens

Das vorliegende Darlehen hat folgende Zweckbestimmung:

.....

NB: Nach Artikel 6 des Dekrets vom 28. April 2016 darf der Darlehensnehmer die im Rahmen des "Coup de pouce"-Darlehens verliehenen Gelder ausschließlich für die Durchführung der Tätigkeit seines Betriebs verwenden, unter Ausschluss jeglicher Verwendung zu privaten Zwecken.

Der Darlehensnehmer darf die geliehenen Gelder nicht einer bestehenden oder zu gründenden, mit einem Kapital versehenen oder nicht versehenen juristischen Person verleihen oder zuführen, bei der er selbst, sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner, auf direkte Weise, oder auf indirekte Weise über eine andere juristische Person, die er im Sinne von Artikel 1:14 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen kontrolliert, Gründer, Mitglied, Gesellschafter oder Aktionär ist, oder als Mitglied des mit der Verwaltung oder der täglichen Geschäftsführung beauftragten Organs benannt ist oder handelt, oder Liquidator oder Inhaber eines ähnlichen Mandats ist, oder als ständiger Vertreter einer anderen juristischen Person handelt, die selbst als Mitglied des mit der Verwaltung oder der täglichen Geschäftsführung beauftragten Organs benannt ist oder handelt, oder eine ähnliche Funktion innehat.

Dieser Ausschluss gilt nicht für den selbständigen Darlehensnehmer, wenn der Beitrag oder das Darlehen im Zusammenhang mit der Übertragung seiner Haupttätigkeit auf eine bestehende oder noch zu gründende Gesellschaft geleistet wird, über die der Darlehensnehmer allein oder gemeinsam mit seinem Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner oder deren Kindern die Kontrolle im Sinne von Artikel 1:14, § 2, 1°, des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen hat.

Der Darlehensnehmer darf die geliehenen Gelder nicht für die Ausschüttung von Dividenden noch für die Vergabe von Darlehen verwenden.

Art. 3 - Freigabe der geliehenen Gelder

Der Darlehensgeber erklärt, dass er dem Darlehensnehmer, der dies anerkennt, den geliehenen Kapitalbetrag überwiesen hat. In dieser Hinsicht werden dem Antrag auf Registrierung Kopien der Kontoauszüge in Bezug auf die Überweisung und den Erhalt der Gelder beigefügt.

Bei Fehlen dieser Belege wird dem Darlehensgeber der Anspruch auf die durch das Dekret vom 28. April 2016 organisierte Steuermaßnahme aberkannt.

Art. 4 - Inkrafttreten und Laufzeit

Das Abschlussdatum des vorliegenden Darlehens ist das Datum der Überweisung durch den Darlehensgeber an den Darlehensnehmer des geliehenen Kapitalbetrags, so wie es auf dem Bankauszug in Bezug auf die Überweisung der Gelder angegeben ist.

Die Laufzeit des Darlehens ist auf 4 (vier) Jahre /6 (sechs) Jahre/8 (acht)/10 (zehn) Jahre ab dem Datum dessen Abschlusses festgelegt.

Art. 5 - Zinsen

Das vorliegende Darlehen bringt einen jährlichen festen Zins von Prozent (...%).

NB: Der vereinbarte Zinssatz darf weder höher als der am Tag des Darlehensabschlusses geltende gesetzliche Zinssatz noch niedriger als die Hälfte dieses gesetzlichen Zinssatzes sein.

Der Darlehensnehmer hat die Rechtsverpflichtung, von dem Betrag der dem Darlehensgeber gezahlten Zinsen die für diese geschuldete Mobilienvorbelastung abzuziehen, um diese Summe direkt dem Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen zu zahlen.

Die Zinsen sind vom Darlehensnehmer an den Darlehensgeber per Banküberweisung zu den Fälligkeitsterminen gemäß dem dem Vertrag beigefügten Tilgungsplan oder, im Falle einer einmaligen Rückzahlung zum Fälligkeitstermin des Darlehens, jährlich zum Jahrestag des Darlehensabschlusses zu zahlen.

Art. 6 - Rückzahlung des Darlehens

Der Darlehensnehmer verpflichtet sich, den geliehenen Kapitalbetrag [in einem Mal an dem in Artikel 4 bestimmten Verfalltag] ODER [nach den Bedingungen, die im Tilgungsplan festgelegt sind, der von beiden Parteien unterzeichnet und dem vorliegenden Vertrag beigefügt ist] zurückzuzahlen.(7)

Optional: Die Parteien vereinbaren, dass der Kreditvertrag durch eine einmalige und vollständige Zahlung des Restbetrags (Kapital und Zinsen) vorzeitig getilgt werden kann (8).

Im Falle einer vorzeitigen Rückzahlung nach Artikel 4 § 1 des Dekrets vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung oder wenn in den in Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung genannten Hypothesen der Darlehensgeber entscheidet, das Darlehen vorzeitig abrufbar zu machen, informiert er den Darlehensnehmer per Einschreiben bei der Post mit Rückschein darüber. Der Darlehensgeber informiert anschließend die SOWALFIN darüber innerhalb von drei Monaten nach der vorzeitigen Rückzahlung bzw. nach dem Eintreten des Ereignisses, das die Kündigung des Darlehens verursacht hat:

- entweder per Einschreiben mit Rückschein, wobei das bescheinigte Empfangsdatum als Beweis gilt;
- oder per E-Mail an enregistrement@pretcoupdepouce.be, wobei das Datum der automatischen Empfangsbestätigung, die von der genannten E-Mail-Adresse gesendet wird, als Beweis gilt;
- oder, falls ein solches Mittel eingeführt würde, durch jedes andere von der SOWALFIN vorgesehene und zur Verfügung gestellte Mittel, wie z.B., als rein indikative und nicht erschöpfende Möglichkeit, eine dem Darlehensgeber zugängliche digitale Plattform, wobei das Datum der von dem betreffenden Kommunikationsmittel automatisch übermittelten Empfangsbestätigung als Beweis gilt.

Art. 7 - Überweisungen

Jede Einzahlung, die zugunsten des Darlehensgebers aufgrund des vorliegenden Vertrags zu tätigen ist, wird auf das von diesem unter der IBAN Nummer bei der Bank eröffnete Konto erfolgen.

Jede Einzahlung, die zugunsten des Darlehensnehmers aufgrund des vorliegenden Vertrags zu tätigen ist, wird auf das von diesem unter der IBAN Nummer bei der Bank eröffnete Konto erfolgen.

Art. 8 - Nachrangigkeit

Das vorliegende Darlehen ist sowohl gegenüber den zum Zeitpunkt des Abschlusses bereits bestehenden Schulden des Darlehensnehmers als auch seiner zukünftigen Schulden nachrangig (9).

Art. 9 - Gemeinsame Erklärungen – Besondere Verpflichtung des Darlehensnehmers

Die Parteien erklären, dass die Angaben des vorliegenden Vertrags richtig, wahrhaftig und vollständig sind.

Der Darlehensgeber und der Darlehensnehmer erklären, jeder für das, was ihn betrifft, dass sie Kenntnis von allen durch das Dekret vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung und seine Ausführungserlasse festgelegten Bedingungen haben, dass sie diese erfüllen und während der ganzen Laufzeit des vorliegenden Darlehens weiterhin erfüllen werden.

In diesem Zusammenhang verpflichtet sich der Darlehensnehmer, spätestens am 31. Januar eines jeden Jahres an den Darlehensgeber eine Bescheinigung zu richten, zur Bestätigung, dass er im Laufe des vorigen Jahres alle oben erwähnten Bedingungen erfüllt. Die besagte von dem Darlehensnehmer ausgestellte Bescheinigung muss ebenfalls den Betrag der von dem Darlehensnehmer an den Darlehensgeber während des abgelaufenen Jahres gezahlten Zinsen und gegebenenfalls den Betrag der Hauptsumme des Darlehens, die nach dem Tilgungsplan geschuldet wird, angeben.

Art. 10 - Gegenleistung

Die Parteien verzichten darauf, den Anspruch auf jegliche Gegenleistung bezüglich der aufgrund des vorliegenden Darlehens entstandenen rechtlichen Beziehung gelten zu lassen.

Art. 11 - Ausführlichkeit

Der vorliegende Vertrag bildet die Gesamtheit der zwischen den Parteien abgeschlossenen Abkommen bezüglich des Vertragsgegenstands. Er ergänzt und annulliert jedes vorige mündliche oder schriftliche Abkommen, das zwischen den Parteien zum selben Gegenstand ggf. erfolgt ist.

Art. 12 - Unabtretbarkeit

Unbeschadet der durch das Dekret vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung und dessen Ausführungserlasse vorbehaltenen Annahmen dürfen weder der vorliegende Darlehensvertrag noch die damit verbundenen Rechte und Verpflichtungen ganz oder teilweise Dritten abgetreten werden.

Art. 13 - Fähigkeit der Parteien

Die Parteien erklären und versichern, dass sie fähig und dazu befugt sind, den vorliegenden Vertrag abzuschließen und alle sich daraus ergebenden Verpflichtungen auszuführen.

Art. 14 - Notifizierungen

Zwecks der vorliegenden Vereinbarung wählt jede Partei ihren Wohnsitz an ihrem satzungsmäßigen Gesellschaftersitz oder ihrem gesetzlichen Wohnsitz, so wie oben angegeben.

Art. 15 - Zuständige Gerichtsbehörden

Alle Streitigkeiten über die Auslegung, Ausführung und Gültigkeit des vorliegenden Vertrags unterliegen der Rechtsprechung der Gerichte des Bezirks des Wohnsitzes des Darlehensnehmers.

Art. 16 - Geltendes Recht

Der vorliegende Darlehensvertrag unterliegt dem belgischen Recht.

Geschehen zu am [in dreifacher Ausfertigung ausgestellt, von denen eine jeder Partei bestimmt ist und eine im Rahmen des Antrags auf Registrierung des "Coup de pousse"-Darlehens der durch Erlass Wallonischen Regierung bestellten Instanz übermittelt wird]

Unterschriften:

Für den Darlehensgeber

Für den Darlehensnehmer

Anmerkungen:

(1) Im Sinne der Artikel 2 und 3 des Dekrets vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung.

(2) Im Sinne der Artikel 2 und 3 des Dekrets vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung.

(3) Eine Kopie des Auszugs der Eintragung in der Europäischen Zentralbank muss unter Gefahr des Verlusts der durch das Dekret vom 28. April 2016 eingeräumten Steuermaßnahme dem Antrag auf Registrierung des Darlehens beigefügt werden.

(4) Betrag des Darlehens in Worten

(5) Betrag des Darlehens in Ziffern.

(6) Im Sinne des Dekrets vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung.

(7) Unzutreffendes bitte streichen.

(8) Unzutreffendes bitte streichen.

(9) So wird bei einer Konkurrenz zwischen den Gläubigern des Darlehensnehmers vor dem Ende der Darlehenslaufzeit die Forderung des Darlehensgebers erst nach Zahlung der Forderungen der anderen Gläubiger gezahlt. Es wird nur den anderen nachrangigen Gläubigern, wenn diese bestehen, und nämlich, ohne dazu beschränkt zu werden, den anderen Gläubigern, die ein "Coup de pousse"-Darlehen abgeschlossen haben, gegenüber gleich behandelt. Die Nachrangigkeit betrifft nur den Kapitalbetrag und nicht die Zinsen."

Art. 14 - In demselben Erlass wird der Anhang 2 durch Folgendes ersetzt:

"Anhang 2 - Antrag auf Registrierung

Art. 2 § 3 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016

- SOWALFIN SA

- Avenue Maurice Destenay, 13

- B - 4000 LIEGE

- Belgique

Sehr geehrte Damen und Herren,

Betr.: "Coup de pousse"-Darlehen (Dekret vom 28. April 2016) - Antrag auf Registrierung

Anbei finden Sie den ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten, kraft Artikel 5 § 2 des Dekrets vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung und seinen Ausführungserlassen aufgestellten Antrag auf Registrierung eines "Coup de Pousse"-Darlehens mit folgenden Anlagen:

- eine nach dem durch Erlass der Wallonischen Regierung vorgeschriebenen Muster erstellte Originalausfertigung des Darlehensvertrags mit der handschriftlichen Unterschrift der beiden Parteien, oder alternativ mit einer elektronischen Unterschrift, die mit einer handschriftlichen Unterschrift gleichgestellt werden kann kraft des Artikels 1322 des Zivilgesetzbuches und des Artikels 3.12 der Verordnung (EU) Nr. 910/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Juli 2014 über elektronische Identifizierung und Vertrauensdienste für elektronische Transaktionen im Binnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 1999/93/EG;

- eine Kopie der beiden Bankauszüge bezüglich der Überweisung bzw. des Eingangs der geliehenen Summe, deren Betrag in dem Darlehensvertrag angegeben wird;

- eine gemäß dem durch Erlass der Wallonischen Regierung festgelegten Muster vom Darlehensgeber ausgefertigte ehrenwörtliche Erklärung, nach welcher der Darlehensgeber die Einhaltung, am Datum des Darlehensabschlusses, der gesamten in den Artikeln 3 und 4 § 1 des Dekrets vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung sowie in seinen Ausführungserlassen erwähnten Bedingungen bescheinigt, und durch welche er sich verpflichtet, die SOWALFIN gemäß Artikel 5 § 3 und § 4 des Dekrets vom 28. April 2016 über jeden Zustand in Zusammenhang mit diesen Bestimmungen zu informieren;

- eine Bescheinigung der Zentralen Datenbank der Unternehmen zur Bestätigung der Tatsache, dass der Darlehensnehmer tatsächlich existiert, unter Angabe seines Gesellschaftsnamens, Gesellschaftssitzes, des Datums seiner Gründung, seiner Unternehmensnummer, seiner Rechtsform, seines bzw. seiner Niederlassungsort(e) in der Wallonischen Region und der Art seiner Tätigkeiten;

- wenn der Darlehensnehmer eine juristische Person ist, eine Kopie der in den Anhängen des Belgischen Staatsblatts veröffentlichten Unterlage(n), zum Nachweis dessen, dass der Unterzeichner des Vertrags ggf. mittels mehrerer aufeinanderfolgender Strukturen tatsächlich befugt ist, diese zu verpflichten.

Der gesamte Schriftverkehr in Bezug auf vorliegenden Antrag wird von den Vertragsparteien als gültig betrachtet, wenn er an folgende Anschriften gerichtet wird:

Für den Darlehensnehmer:

- Postanschrift:

(Vorname, Name, Straße, Hausnummer, Postleitzahl, Ort)

- gültige E-Mail-Adresse:

Für den Darlehensgeber:

- Postanschrift:

(Vorname, Name, Straße, Hausnummer, Postleitzahl, Ort)

- gültige E-Mail-Adresse:

Hochachtungsvoll.

Geschehen zu, am

Vorname, Name, Anschrift des gesetzlichen Wohnsitzes, nationale Nummer des Darlehensgebers,

Unterschrift des Darlehensgebers“.

Art. 15 - In demselben Erlass wird der Anhang 3 durch folgenden Anhang ersetzt:

“Anhang 3 - Ehrenwörtliche Erklärung des Darlehensgebers

Art. 2 § 3 Absatz 3 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016

Der/Die Unterzeichnete (Name, Vorname), Nationalregisternummer, wohnhaft in

bestätigt auf Ehrenwort, dass er/sie am Datum des Abschlusses des Vertrags bezüglich des Darlehens an Herrn/Frau

.....

..... (Name, Vorname

Wohnsitz und Nationalregisternummer für eine natürliche Person; Gesellschaftsname, Gesellschaftssitz und ZDU-Nummer für eine juristische Person), dem vorliegende Bescheinigung beigefügt wird, die gesamten Bedingungen nach Artikel 3 und 4 § 1 des Dekrets vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung und seinen Ausführungserlassen erfüllt.

Er/sie verpflichtet sich gemäß Artikel 5 § 3 und § 4 des Dekrets vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung, die SOWALFIN über jede Situation, die in diesen Bestimmungen beschrieben ist, zu informieren.

Geschehen zu am

Der Darlehensgeber:

Herr/Frau

(Unterschrift)“.

Art. 16 - In demselben Erlass wird der Anhang 4 durch folgenden Anhang ersetzt:

“Anhang 4 - Jährliche ehrenwörtliche Bescheinigung des Darlehensnehmers

Art. 7 Absatz 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016

Der/Die Unterzeichnete

.....

.....

.....

. . . . (Name, Vorname, Wohnsitz und Nationalregisternummer für eine natürliche Person, Gesellschaftsname, Gesellschaftssitz, ZDU-Nummer und Identität der Person, die den Darlehensnehmer auf gültige Weise vertritt, für eine juristische Person),

bestätigt auf Ehrenwort,

- dass er/sie als Darlehensnehmer einen Darlehensvertrag mit (Name, Vorname, und Nationalregisternummer), dem Darlehensgeber, am (Datum der Zurverfügungstellung der Gelder) geschlossen hat, wobei das Darlehen unter der Nummer registriert worden ist;

- dass er/sie im Jahre die Zinsen in Höhe von Euro und die Hauptsumme in Höhe von Euro bezahlt hat;

- dass er/sie im Laufe desselben Jahres die gesamten Bedingungen nach Artikel 3 und 4 § 1 des Dekrets vom 28. April 2016 in seiner abgeänderten Fassung und seinen Ausführungserlassen erfüllt hat;

Geschehen zu am

Der Darlehensnehmer

Herr/Frau

(Unterschrift)“.

Art. 17 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2021 wirksam.

Art. 18 - Die Bestimmungen des vorliegenden Abänderungserlasses gelten nicht für die Darlehen, deren Abschlussdatum vor dem Datum des Inkrafttretens dieses Abänderungserlasses liegt; diese Darlehen unterliegen weiterhin den früheren Bestimmungen des Erlasses.

Art. 19 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Februar 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/33015]

4 FEBRUARI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 22 september 2016 tot uitvoering van het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening "Coup de Pouce"

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening "Coup de Pouce", artikel 4, § 2, eerste lid, vervangen bij het decreet van 17 december 2020, artikel 5, § 1, eerste en tweede lid, § 2, eerste en vierde lid, en §§ 3, 4 en 5, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, artikel 7, § 1, tweede lid, en § 2, en artikel 8/1, § 2, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2020;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016 tot uitvoering van het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening "Coup de Pouce";

Gelet op het verslag van 23 juni 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 juni 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 juli 2020;

Gelet op het advies van de "Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie" (Raad van de fiscaliteit en de financiën van Wallonië), gegeven op 4 september 2020;

Gelet op het advies nr. 68.560/2 van de Raad van State, gegeven op 19 januari 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gele op het advies van de Cel voor financiële informatie, gegeven op 25 juni 2020;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 7 september 2020;

Gelet op het advies nr. 97/2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 2 oktober 2020;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016 tot uitvoering van het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening "Coup de Pouce" worden de punten 1° en 2° vervangen door wat volgt:

"1° het decreet van 28 april 2016 : het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening "Coup de Pouce";

2° SOWALFIN: de "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen), opgenomen bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0227.842.904 en waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd in 4000 Liège (Luik), avenue Maurice Destenay 13;".

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 2. § 1. De Lening "Coup de Pouce" wordt opgesteld aan de hand van het in bijlage 1 opgenomen model ingevuld per e-mail vanaf de website betreffende de Lening "Coup de Pouce".

Indien de kredietgever en de kredietnemer een systeem van periodieke aflossing van de lening overeenkomen, wordt een aflossingstabel met de af te lossen bedragen in hoofdsom en rente als bijlage bij de overeenkomst gevoegd. SOWALFIN verstrekt modellen van aflossingstabellen.

Het in het eerste lid bedoelde model kan niet door de partijen worden gewijzigd zowel tijdens het sluiten van de overeenkomst als tijdens de uitvoering ervan.

§ 2. De Lening "Coup de Pouce" wordt in drie originele documenten opgemaakt, voorzien van de handgeschreven handtekening van beide partijen, waarvan één bestemd is voor elke partij en één aan SOWALFIN wordt overgemaakt, of als alternatief van een elektronische handtekening die gelijkwaardig is aan een handgeschreven handtekening in de zin van artikel 1322 van het Burgerlijk Wetboek, zoals gewijzigd bij de wet van 20 oktober 2000, en 3. 12 van Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG.

§ 3. De kredietgever richt aan SOWALFIN een aanvraag tot registratie van de Lening "Coup de Pouce" aan de hand van het in bijlage 2 opgenomen model ingevuld en met de hand of elektronisch ondertekend overeenkomstig paragraaf 2, binnen de drie maanden die volgen op de datum waarop de geldmiddelen ter beschikking worden gesteld:

1° hetzij per aangetekende brief met ontvangstbewijs, waarbij de datum van ontvangst als bewijs geldt;

2° hetzij per e-mail op het volgende adres enregistrement@pretcoupdepouce.be, waarbij de datum van het automatisch door het genoemde e-mailadres verzonden ontvangstbewijs geldt als bewijs van ontvangst;

3° of, in geval van inwerkingtreding van een dergelijk middel, via elk ander door SOWALFIN ter beschikking gesteld en voorzien middel, zoals, bij wijze van louter indicatieve en niet-uitputtende mogelijkheid, een voor de kredietgever toegankelijk digitaal platform, waarbij de datum van het automatisch door het betrokken communicatiemiddel verzonden ontvangstbewijs als bewijs geldt.

De verzending van de registratieaanvraag mag in ieder geval niet later zijn dan 31 december 2022.

Bij de aanvraag tot registratie van de Lening "Coup de Pouce" voegt de kredietgever :

1° een origineel exemplaar van de overeenkomst, ingevuld en ondertekend door beide partijen overeenkomstig paragraaf 2, alsmede, in voorkomend geval, de aflossingstabel volgens de door SOWALFIN verstrekte modellen;

2° een afschrift van beide bankafschriften betreffende respectievelijk de uitbetaling en de ontvangst van het geleende bedrag en waarvan de som in de overeenkomst wordt vermeld;

3° een attest op erewoord, opgesteld overeenkomstig het model opgenomen in bijlage 3, waarin de kredietgever de naleving bevestigt, op de datum van de sluiting van de lening, van het geheel van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 3 en 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016 alsook bij zijn uitvoeringsbesluit en waarbij hij de verbintenis aangaat om SOWALFIN in kennis te stellen, overeenkomstig artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 28 april 2016, van elke toestand bedoeld in deze laatste bepalingen;

4° een uittreksel van de Kruispuntbank van Ondernemingen ter bevestiging van het bestaan van de kredietnemer en waarin het volgende wordt vermeld : zijn handelsnaam, zijn maatschappelijke zetel, zijn oprichtingsdatum, zijn ondernemingsnummer, zijn rechtsvorm, zijn bedrijfszetel(s) in het Waalse Gewest en de aard van zijn activiteiten;

5° indien de kredietnemer een rechtspersoon is, het afschrift van het of de document(en) bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* waarbij bewezen wordt dat de ondertekenaar van de overeenkomst effectief gerechtigd is, desgevallend binnen verschillende opeenvolgende structuren, om in naam van deze op te treden.

§ 4. Binnen een maand na ontvangst van de in paragraaf 3 bedoelde registratieaanvraag gaat SOWALFIN op basis van de registratieaanvraag na of aan de voorwaarden van het decreet van 28 april 2016 en het besluit is voldaan. ».

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 3. § 1. De leningen waarvan de registratieaanvraag wordt gezonden binnen de termijn bedoeld in artikel 2, § 3, eerste lid, en waaraan de bijlagen bedoeld in artikel 2, § 3, derde lid, worden toegevoegd, zijn, behoudens andersluidend advies van SOWALFIN op basis van de in artikel 2, § 4, bedoelde verificatie, door SOWALFIN geregistreerd.

De registratie bestaat uit de toekenning aan de Lening "Coup de Pouce" van een registratiereferentie bestaande uit een sequentieel en individueel identificatienummer alsook uit een registratiedatum.

§ 2. SOWALFIN geeft kennis van de registratiereferentie aan de kredietgever binnen twee maanden na ontvangst van de in artikel 2, § 3, bedoelde registratieaanvraag.

De in het eerste lid bedoelde kennisgeving wordt uitgevoerd aan het postadres van de kredietgever, vermeld in de registratieaanvraag, of, in het geval van adresverandering, op het nieuwe adres dat de kredietgever vooraf meegedeeld heeft aan SOWALFIN volgens één van de in artikel 2, § 3, bedoelde communicatiemiddelen.

§ 3. Wanneer de registratie niet wordt toegekend, brengt SOWALFIN de kredietgever daarvan op de hoogte, binnen de termijn en volgens de modaliteiten bedoeld in paragraaf 2. "

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 4. De partijen bij de Lening "Coup de Pouce" informeren SOWALFIN, volgens één van de in artikel 2, § 3, bedoelde communicatiemiddelen, over elke wijziging van postadres, e-mail adres, of bankgegevens binnen drie maanden na de wijziging. "

Art. 5. De titel van Hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"HOOFDSTUK III. Vervroegde terugbetaling en vervroegde opeisbaarheid van de lening "Coup de Pouce"."

Art. 6. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 2. In geval van vervroegde terugbetaling zoals voorzien in artikel 4, § 1, derde lid, van het decreet van 28 april 2016 of wanneer de lening vervroegd opeisbaar wordt gemaakt, overeenkomstig artikel 4, § 2, van het decreet van 28 april 2016, stelt de kredietgever SOWALFIN, overeenkomstig een van de in artikel 2, § 3, bedoelde communicatiemiddelen, binnen drie maanden in kennis van respectievelijk de vervroegde terugbetaling of het zich voordoen van de gebeurtenis die aanleiding gaf tot de vervroegde opeisbaarheid. In deze kennisgeving wordt de referentie van de registratie van de lening vermeld, alsmede de bovenvermelde kredietgebeurtenis die tot de kennisgeving heeft geleid.

Binnen een maand na ontvangst van deze kennisgeving zal SOWALFIN de registratie automatisch beëindigen." ;

2° het artikel wordt aangevuld met een als volgt luidende § 3 :

"§ 3. Binnen een week na de beëindiging van de registratie stelt SOWALFIN de kredietgever daarvan in kennis, met vermelding van de referentie van de registratie en de gebeurtenis die tot de beëindiging heeft geleid overeenkomstig paragraaf 2.

De in lid 1 bedoelde informatie wordt meegedeeld aan het adres van de kredietgever, vermeld in de registratieaanvraag, of, in het geval van adresverandering, aan het nieuwe adres dat de kredietgever vooraf meegedeeld heeft aan SOWALFIN overeenkomstig artikel 4. "

Art. 7. In Hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 5/1. SOWALFIN stelt de administratie bevoegd voor de vaststelling van de inkomstenbelasting in kennis van de in artikel 5 bedoelde beëindigingen. "

Art. 8. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 6. Wanneer een van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 3 en 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016 niet meer vervuld is, deelt de kredietgever dit aan SOWALFIN mee, volgens een van de in artikel 2, § 3, bedoelde communicatiemiddelen, binnen drie maanden na het optreden van de gebeurtenis die ertoe heeft geleid dat de voorwaarde niet meer vervuld is. Deze kennisgeving vermeldt de referentie van de registratie van de lening.

SOWALFIN beëindigt de registratie binnen een maand na ontvangst van de kennisgeving en stelt de kredietgever hiervan in kennis, onder vermelding van de referentie van de registratie, binnen een week na de beëindiging.

De in lid 2 bedoelde informatie wordt meegedeeld aan het adres van de kredietgever, vermeld in de registratieaanvraag, of, in het geval van adresverandering, aan het nieuwe adres dat de kredietgever vooraf meegedeeld heeft aan SOWALFIN overeenkomstig artikel 4.

Art. 9. In Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 6/1. SOWALFIN stelt de administratie bevoegd voor de vaststelling van de inkomstenbelasting in kennis van de in artikel 5 bedoelde beëindigingen. "

Art. 10. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 7. § 1. Voor elk jaar waarin hij het voordeel van het in artikel 8 van het decreet van 28 april 2016 georganiseerde belastingkrediet eist, vermeldt de kredietgever in het daarvoor voorziene vak in zijn belastingaangifte het openstaande saldo van de bedragen die op de datum van 1 januari en 31 december van het overeenstemmende belastbare tijdperk werden uitgeleend uit hoofde van één of meerdere geregistreerde Leningen "Coup de Pouce", alsook de datum waarop de geldmiddelen van de Lening(en) "Coup de Pouce" ter beschikking worden gesteld.

Daarnaast houdt de kredietgever voor elk jaar waarin hij het voordeel van het belastingkrediet eist, de volgende stukken ter beschikking van de Federale Overheidsdienst Financiën:

1° de registratieaanvraag en de bijlagen bedoeld in artikel 2, § 3, alsook de kennisgeving bedoeld in artikel 3, § 2;

2° de bankafschriften waaruit blijkt dat de kredietnemer tijdens het belastbare tijdperk de verschuldigde interesten en, in voorkomend geval, de hoofdsom van de lening aan de kredietgever heeft betaald overeenkomstig het bij de overeenkomst gevoegde aflossingsschema of het bedrag van de vervroegde aflossing als bedoeld in artikel 4, § 1, derde lid, van het decreet van 28 april 2016;

3° een attest op erewoord, jaarlijks uitgegeven door de kredietnemer, opgesteld overeenkomstig het model opgenomen in bijlage 4, waaruit blijkt dat de kredietnemer de verschuldigde rente en, in voorkomend geval, de hoofdsom van de lening volgens het bij de overeenkomst gevoegde aflossingsschema, alsmede het bedrag van de rente heeft betaald, zoals vermeld in het bankafschrift bedoeld in 2°, en dat hij tijdens het betrokken jaar heeft voldaan aan alle voorwaarden van de artikelen 3 en 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016 en zijn uitvoeringsbesluit;

4° vanaf het jaar waarin de Lening "Coup de Pouce" vervroegd opeisbaar werd gesteld overeenkomstig artikel 4, § 2, van het decreet van 28 april 2016, het afschrift van het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 5, § 1, waaraan het verzendingsbewijs en het ontvangstbewijs worden toegevoegd.

Wat punt 2° betreft, zijn de bankafschriften niet vereist, indien, tijdens het bedoelde jaar, geen enkele rente of hoofdsom effectief werd uitbetaald aan de kredietgever.

Wat punt 3° betreft, is het attest niet vereist indien de lening in de loop van het betrokken jaar vervroegd werd terugbetaald overeenkomstig artikel 4, § 1, derde lid, van het decreet van 28 april 2016 of vervroegd opeisbaar werd gemaakt of wanneer de kredietnemer niet meer over zijn maatschappelijke zetel, noch over een bedrijfszetel op het grondgebied van het Waalse Gewest beschikt.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 8/1 van het decreet van 28 april 2016 moeten de kredietgever, zijn rechthebbenden of rechtverkrijgenden het bewijs leveren door middel van de documenten bedoeld in artikel 340 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

De kredietgever houdt het bewijs van het definitieve karakter van de niet-terugbetaling van het geheel of een gedeelte van de hoofdsom van de lening en, in voorkomend geval, de opzeggingsbrief bedoeld in artikel 5, § 3, ter beschikking van de Federale Overheidsdienst Financiën.

De rechthebbenden of rechtverkrijgenden van een overleden kredietgever houden elk een bewijs van het definitieve karakter van de niet-terugbetaling van het geheel of een gedeelte van de hoofdsom van de lening en, in voorkomend geval, de in artikel 5, § 3, bedoelde opzeggingsbrief, ter beschikking van de federale overheidsdienst Financiën, samen met een afschrift van hetzij van de akte van verdeling, hetzij van een akte van erfopvolging van de notaris die met het beheer van de nalatenschap is belast, hetzij van een verklaring van erfopvolging afgegeven door de Federale Overheidsdienst Financiën, hetzij van een door alle erfgenamen ondertekende verklaring waarin de identiteit van de erfgenamen en het door hen verkregen gedeelte van het krediet worden bevestigd. "

Art. 11. Artikel 8, § 1, lid 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende volzin:

"Hetzelfde geldt voor de documenten waaruit blijkt dat de voorwaarden voor de toekenning van het belastingkrediet bedoeld in artikel 8/1 van het decreet van 28 april 2016 zijn vervuld. "

Art. 12. In Hoofdstuk VI van hetzelfde besluit wordt een artikel 9/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 9/1. SOWALFIN is de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, met betrekking tot de persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van de behandeling van de aanvraag, de registratie of de beëindiging van een lening "Coup de Pouce".

De persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van de behandeling van de aanvraag, de registratie of de beëindiging van een lening "Coup de Pouce", worden door SOWALFIN bewaard gedurende een periode van tien jaar na het einde van de lening. Na afloop van deze periode zorgt SOWALFIN voor de vernietiging ervan. "

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt bijlage 1 vervangen door wat volgt:

"Bijlage 1. Verplicht model voor de overeenkomst Lening "Coup de pouce"

Art. 2, § 1, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016

OVEREENKOMST VOOR EEN LENING "COUP DE POUCE"

(Decreet van 28 april 2016)

Deze overeenkomst vormt het model, vastgesteld krachtens het Waals decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd, en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Met het oog op de toekenning van de fiscale maatregel bedoeld bij dit decreet kan geen enkele partij deze overeenkomst wijzigen of een ander model gebruiken.

TUSSEN ENERZIJD S :

De kredietgever (1):

.....

[voor een kredietgever :naam, voornaam, straat en nummer, postcode en gemeente, rijksregisternummer, e-mailadres]

hierna de "kredietgever" genoemd

EN, ANDERZIJDEN :

De kredietnemer (2):

.....

[voor een zelfstandige kredietnemer: naam, voornaam, straat en nummer, postcode en gemeente, Rijksregister-nummer, e-mailadres, adres van de bedrijfszetel in het Waalse Gewest en registratienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen]

[voor een kredietnemer die een rechtspersoon is: naam van de rechtspersoon, rechtsvorm en adres van maatschappelijke en bedrijfszetel in Wallonië, e-mailadres, registratienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen gevolgd door de naam, voornaam, straat en nummer, postcode en gemeente, Rijksregisternummer en hoedanigheid van de personen die de rechtspersoon vertegenwoordigen bij het sluiten van de overeenkomst Lening "Coup de Pouce".] (3)

hierna "de kredietnemer" genoemd

Samen "partijen" genoemd, individueel "de partij" genoemd;

WORDT EEN LENINGSOVEREENKOMST GESLOTEN ONDER VOLGENDE VOORWAARDEN :

Artikel 1. Voorwerp van de overeenkomst

De kredietgever kent de kredietnemer, die aanvaardt, een lening toe met een bedrag in hoofdsom van euro (4) (....., overeenkomstig de nadere regels bepaald in deze overeenkomst, onverminderd de voorwaarden van het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd, en zijn uitvoeringsbesluiten.

N.B. : : Het bedrag van de Lening "Coup de Pouce" (6), evenals het samengeteld bedrag van meerdere Leningen "Coup de pouce", mogen niet meer bedragen dan 125.000 EUR per kredietgever.

Het bedrag van de Lening "Coup de Pouce" evenals het samengeteld bedrag van meerdere Leningen "Coup de pouce", mogen niet meer bedragen dan 250.000 EUR per kredietnemer.

Art. 2. Aanwending van de lening

Deze lening wordt aangewend om

N.B. : : Bij artikel 6 van het decreet van 28 april 2016 wordt gesteld dat de kredietnemer de in het kader van de lening geleende of ter beschikking gestelde middelen uitsluitend aanwendt voor ondernemingsdoeleinden, onder uitsluiting van elke aanwending voor privé-doeleinden.

De kredietnemer zal de geleende geldmiddelen niet inbrengen of uitlenen aan een bestaande of op te richten rechtspersoon waarvan hijzelf, zijn echtgenoot/ote of wettelijk samenwonende partner, rechtstreeks of onrechtstreeks, via een andere rechtspersoon die hij controleert in de zin van artikel 1:14 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen, oprichter, lid, vennoot of aandeelhouder is, noch benoemd is of optreedt als lid van het orgaan belast met het bestuur of het dagelijks beheer, als vereffenaar of als drager van een gelijkaardig mandaat, noch optreedt als vaste vertegenwoordiger van een andere rechtspersoon die zelf benoemd is of optreedt als lid van het orgaan belast met het bestuur of het dagelijks beheer, of een gelijkaardige functie uitoefent.

Deze uitsluiting is niet van toepassing op de zelfstandige kredietnemer indien de inbreng of de lening wordt gedaan ter gelegenheid van de overdracht van zijn hoofdactiviteit ten gunste van een bestaande of op te richten vennootschap waarvan de kredietnemer, alleen of samen met zijn echtgenoot/ote of wettelijk samenwonende partner of hun kinderen, de controle heeft in de zin van artikel 1:14, § 2, 1^o, van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

De kredietnemer gebruikt niet de geleende geldmiddelen voor een verdeling van dividenden of voor de aankoop van acties of aandelen, noch voor het toestaan van een lening."

Art. 3. Vrijgave van gelden

De kredietgever bevestigt dat hij het in hoofdsom geleende bedrag heeft gestort aan de kredietnemer, die zulks erkent. In dit verband dient de registratieaanvraag vergezeld te gaan van afschriften van de bankafschriften betreffende de overmaking en de ontvangst van gelden.

Indien deze bewijsstukken ontbreken, wordt het voordeel van de fiscale maatregel waarin het decreet van 28 april 2016 voorziet, aan de kredietnemer ontzegd.

Art. 4. Inwerkingtreding en duur

De datum waarop deze lening gesloten wordt, is de datum waarop het in hoofdsom geleende bedrag zoals uit het bankafschrift van de betaling van de gelden blijkt door de kredietgever aan de kredietnemer gestort wordt.

De duur van de lening wordt vastgesteld op 4 (vier) jaar/6 (zes) jaar/8 (acht) jaar (7) te rekenen van de datum van sluiting ervan.

Art. 5. Rente

Deze lening brengt een jaarlijkse vaste rente van ... percent (...%) op.

N.B. : De overeengekomen rentevoet mag niet hoger zijn dan de wettelijke rentevoet die van kracht is op de datum waarop de lening gesloten wordt, en mag niet lager zijn dan de helft van dezelfde wettelijke rentevoet.

De kredietnemer moet wettelijk de roerende voorheffing, verschuldigd op het bedrag van de aan de kredietgever gestorte rente, ervan aftrekken om die som rechtstreeks te storten aan de FOD - FINANCIËN.

De rente wordt door de kredietnemer aan de kredietgever betaald, door middel van een bankoverschrijving, op de vervaldagen overeenkomstig de bij de overeenkomst gevoegde aflossingstabel, of, in geval van een eenmalige aflossing op de vervaldag van de lening, jaarlijks op de verjaardag van de sluiting van de lening.

Art. 6. Terugbetaling van de lening

De kredietnemer verbindt zich ertoe het in hoofdsom geleende bedrag [in één keer, op de vervaldatum ervan, zoals bepaald in artikel 4], terug te betalen OF [volgens het door beide partijen ondertekende aflossingsschema, dat bij deze overeenkomst is gevoegd].(7)

Optioneel : De partijen komen overeen dat de kredietovereenkomst vervroegd mag worden afgelost door middel van een eenmalige en volledige betaling van het saldo van de hoofdsom en de rente (8).

In geval van vervroegde terugbetaling zoals bepaald in artikel 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd, of wanneer de kredietgever in de gevallen vermeld in artikel 4, § 2, van het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd, de lening vervroegd opeisbaar wil maken, licht hij de kredietnemer daar bij ter Post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst over in. De kredietgever stelt SOWALFIN hiervan vervolgens in kennis binnen drie maanden na de vervroegde aflossing of na het zich voordoen van de gebeurtenis die tot de beëindiging van de lening heeft geleid:

- hetzij per aangetekende brief met ontvangstbewijs, waarbij de datum van ontvangst als bewijs geldt;
- hetzij per e-mail op het volgende adres enregistrement@pretcoupdepouce.be, waarbij de datum van het automatisch door het bovengenoemde e-mailadres verzonden ontvangstbewijs geldt als bewijs van ontvangst;
- of, in geval van inwerkingtreding van een dergelijk middel, via elk ander door SOWALFIN ter beschikking gesteld en voorzien middel, zoals, bij wijze van louter indicatieve en niet-uitputtende mogelijkheid, een voor de kredietgever toegankelijk digitaal platform, waarbij de datum van het automatisch door het betrokken communicatiemiddel verzonden ontvangstbewijs als bewijs geldt.

Art. 7. Stortingen

Elke storting die krachtens deze overeenkomst ten bate van de kredietgever dient te worden gedaan, wordt uitgevoerd op de bankrekening door laatstgenoemde geopend op IBAN-nummer ... bij de bank

Elke storting die krachtens deze overeenkomst ten bate van de kredietnemer dient te worden gedaan, wordt uitgevoerd op de bankrekening door laatstgenoemde geopend op IBAN-nummer ... bij de bank

Art. 8. Rangorde

Deze lening is in rangorde ondergeschikt aan zowel de schulden die de kredietnemer reeds op het ogenblik van sluiten van eerstgenoemde verschuldigd is als zijn toekomstige schulden. (9)

Art. 9. Gemeenschappelijke verklaringen – Bijzondere verbintenis van de kredietnemer

Partijen verklaren dat de bewoordingen van deze overeenkomst oprecht, waar en volledig zijn.

De kredietgever en de kredietnemer verklaren elk wat hem betreft dat ze kennis hebben van de gezamenlijke voorwaarden gesteld bij het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd, en de uitvoeringsbesluiten ervan, die ze deze vervullen en dat ze deze zullen blijven vervullen tijdens de gehele duur van deze lening.

In dat verband verbindt de kredietnemer zich ertoe, de kredietgever uiterlijk jaarlijks op 31 januari een attest te laten geworden waarin hij bevestigt dat hij in het afgelopen jaar de gezamenlijke voorwaarden waarvan hierboven sprake vervulde. In dit door de kredietnemer afgegeven attest wordt tevens het bedrag vermeld van de door de kredietnemer in het afgelopen jaar aan de kredietgever betaalde rente, alsmede, in voorkomend geval, de hoofdsom van de lening die volgens de aflossingstabel verschuldigd is.

Art. 10. Compensatie

Partijen zien af van elke aanspraak op het voordeel van enigerlei compensatie wat betreft de juridische relatie ontstaan uit deze lening.

Art. 11. Volledigheid

Deze overeenkomst vormt de totaliteit van de akkoorden die partijen hebben gesloten betreffende de inhoud van deze. Deze overeenkomst vervangt en heft elk vroeger akkoord, schriftelijk dan wel mondeling, op die partijen over hetzelfde voorwerp zou binden.

Art. 12. Onmogelijkheid tot afstand

Onverminderd de gevallen voorbehouden bij het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd, en de uitvoeringbesluiten ervan kunnen noch deze leningsovereenkomst noch de eraan gekoppelde rechten en plichten noch geheel noch gedeeltelijk aan derden worden afgestaan.

Art. 13. Handelingsbevoegdheid van partijen

Partijen verklaren en waarborgen dat ze bevoegd en gemachtigd zijn om deze overeenkomst te sluiten en alle daaruit voortvloeiende verplichtingen uit te voeren.

Art. 14. Kennisgevingen

Ten behoeve van deze overeenkomst doet elke partij woonstkeuze in haar statutaire bedrijfszetel of in haar wettelijke woonst zoals aangegeven als hoofding boven deze overeenkomst.

Art. 15. Bevoegde rechtbanken

Welk geschil dan ook over de interpretatie, de uitvoering en de geldigheid van deze overeenkomst valt onder de bevoegdheid van het arrondissement van de woonst van de kredietnemer.

Art. 16. Geldend recht

Deze leningsovereenkomst valt onder Belgisch recht.

Opgemaakt te... op [in drie originele exemplaren, waarvan één voor elke partij en één voor de bij besluit van de Waalse Regering aangewezen instantie met het oog op de registratie-aanvraag met betrekking tot de Lening " Coup de Pouce"].

Handtekeningen :

Voor de kredietgever

Voor de kredietnemer

Nota

(1) In de zin van de artikelen 2 en 3 van het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd.

(2) In de zin van de artikelen 2 en 3 van het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd.

(3) Een afschrift van het uittreksel van inschrijving bij de KBO dient op straffe van verlies van de fiscale maatregel toegekend bij het decreet van 28 april 2016, bij de aanvraag tot registratie van de lening worden gevoegd.

(4) Bedrag van lening in volle letters.

(5) Bedrag van lening in cijfers.

(6) In de zin van het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd.

(7) De keuze moet worden gemaakt door het overbodige door te strepen.

(8) De keuze moet worden gemaakt door het overbodige door te strepen.

(9) Zo wordt de schuldvordering van de kredietgever bij samenloop tussen de schuldeisers van de kredietnemer voor het einde van de duur van de lening enkel ingelost na betaling van de schuldvordering van de andere schuldeisers. Hij wordt enkel op gelijke voet met de andere ondergeschikte schuldeisers behandeld, indien ze bestaan en meer bepaald zonder er beperkt te zijn, met alle andere schuldeisers die een Lening "Coup de Pouce" gesloten hebben, ongeacht of hun lening ontstond voor of na het sluiten van huidige lening. Het ondergeschikte karakter betreft enkel het bedrag in hoofdsom en niet de interest."

Art. 14. In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 vervangen door wat volgt:

"Bijlage 2. Registratieaanvraag

Art. 2, § 3, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016

- SOWALFIN SA

- Avenue Maurice Destenay, 13

- B - 4000 LUIK

- België

Geachte mevrouw, geachte heer,

Betreft : Lening "Coup de Pouce" (Decreet van 28 april 2016) – Registratie-aanvraag

Hierbij wordt de registratieaanvraag voor de Lening "Coup de Pouce" behoorlijk ingevuld en ondertekend gevoegd, zoals opgesteld krachtens artikel 5, § 2, van het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd, en zijn uitvoeringsbesluiten, samen met volgende bijlagen :

- een origineel exemplaar van de leningsovereenkomst, opgesteld volgens het bij besluit van de Waalse Regering voorgeschreven model, ingevuld en voorzien van de handgeschreven handtekening van beide partijen of, als alternatief, een elektronische handtekening die gelijkwaardig is aan een handgeschreven handtekening overeenkomstig artikel 1322 van het Burgerlijk Wetboek en 3.12 van Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG;

- een afschrift van beide bankafschriften betreffende respectievelijk de uitbetaling en de ontvangst van het geleende bedrag en waarvan de som in de overeenkomst wordt vermeld;

- een attest op erewoord van de kredietgever, volgens het model bepaald bij het besluit van de Waalse Regering waarin bevestigd wordt dat de gezamenlijke voorwaarden bedoeld in artikelen 3 en 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd, en de uitvoeringsbesluiten ervan op datum van het sluiten van de lening in acht genomen zijn, en waarbij bedoelde kredietgever zich ertoe verbindt SOWALFIN overeenkomstig artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 28 april 2016 in te lichten over elke toestand beoogd bij laatstgenoemde bepalingen;

- een uittreksel van de Kruispuntbank van Ondernemingen ter bevestiging van het bestaan van de kredietnemer en waarin het volgende wordt vermeld : zijn handelsnaam, zijn maatschappelijke zetel, zijn oprichtingsdatum, zijn ondernemingsnummer, zijn rechtsvorm, zijn bedrijfszetel(s) in het Waalse Gewest en de aard van zijn activiteiten;

- wanneer de kredietnemer een rechtspersoon is, het afschrift van het (de) document(en) bekendgemaakt in de Bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* waaruit blijkt dat de ondertekenaar van de overeenkomst er daadwerkelijk toe gemachtigd is, deze in voorkomend geval via opeenvolgende structuren te binden.

Elke briefwisseling in verband met deze aanvraag wordt door overeenkomstsluitende partijen beschouwd als rechtsgeldig uitgevoerd op volgende adressen.

Voor de kredietnemer :

- postadres :

(voornaam, naam, straat, nummer, postcode, plaats)

- geldig e-mailadres :

Voor de kredietgever :

- postadres :

(voornaam, naam, straat, nummer, postcode, plaats)

- geldig e-mailadres :

Hoogachtend

Te....., op

Voornaam, Naam, Wettelijk adres woonst, Rijksregisternummer kredietgever,

Handtekening kredietgever".

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt bijlage 3 vervangen door wat volgt:

"Bijlage 3. – Attest op erewoord van de kredietgever

Art. 2, § 3, lid 3, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016

Ik, ondergetekende, (naam, voornaam) met als Rijksregisternummer....., gedomicilieerd in....., gedomicilieerd in

Verklaar op erewoord dat ik op de datum van het sluiten van de leningsovereenkomst toegekend aan

.

. (naam, voornaam,

woonst en Rijksregisternummer voor een natuurlijke persoon; handelsnaam, maatschappelijke zetel en KBO-nummer voor een rechtspersoon) en waaraan dit attest wordt toegevoegd, de gezamenlijke voorwaarden naleef zoals gesteld in de artikelen 3 en 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd, en uitvoeringsbesluiten ervan.

Ik verbind me ertoe SOWALFIN overeenkomstig artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd, over elke toestand bedoeld in laatstgenoemde bepalingen daarover in te lichten.

Opgemaakt op ... te ...

De kredietgever

Mevrouw/De heer

(handtekening)".

Art. 16. In hetzelfde besluit wordt bijlage 4 vervangen door wat volgt:

"Bijlage 4. Jaarlijkse verklaring op erewoord van de kredietnemer

Art. 7, lid 2, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016

Ik, ondergetekende,

.....

.....

.....

. . . . (naam, voornaam, woonst en Rijksregisternummer voor een natuurlijke persoon; handelsnaam, maatschappelijke zetel en KBO-nummer voor een rechtspersoon en identiteit van de persoon die rechtsgeldig de kredietnemer vertegenwoordigt voor een rechtspersoon).

Verklaar op erewoord :

- een leningovereenkomst gesloten te hebben in de hoedanigheid van kredietnemer met (naam, voornaam en Rijksregisternummer), kredietgever, op ... (datum van overdracht van de middelen), waarbij deze lening geregistreerd werd onder het nummer ...;

- de rente ten bedrage van euro en de hoofdsom ten bedrage van euro daadwerkelijk hebben betaald gedurende het jaar

-in de loop van hetzelfde jaar de gezamenlijke voorwaarden gesteld in de artikelen 3 en 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016, zoals gewijzigd, en uitvoeringsbesluiten ervan te hebben nageleefd ;

Opgemaakt op ... te ...

De kredietnemer

Mevrouw/De heer

(handtekening)".

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2021.

Art. 18. De bepalingen van dit wijzigingsbesluit zijn niet van toepassing op leningen die zijn aangegaan vóór de datum van inwerkingtreding van dit wijzigingsbesluit; op deze leningen blijven de oude bepalingen van het besluit van toepassing.

Art. 19. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 februari 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/32995]

9 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon remplaçant l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 relatif au portail informatique prévu à l'article 43 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau, article 43, alinéa 1^{er}, remplacé par le décret du 17 décembre 2020 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 relatif au portail informatique prévu à l'article 43 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2015 ayant le même objet ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 avril 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 2021 ;

Vu l'avis remis par la Commission de coordination des chantiers en date du 20 mai 2021 ;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 1^{er} juin 2021 ;

Vu l'avis de l'Association des provinces wallonnes, donné le 16 juin 2021 ;